

LA CROISSANCE URBAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST DE L'EXPLOSION À LA PROLIFÉRATION

Que savons-nous sur l'urbanisation de l'Afrique ? La variabilité de la définition de l'urbain dans chaque pays rend difficile toute comparaison internationale des indicateurs d'urbanisation et toute analyse historique de la croissance de ce phénomène. Certes l'urbanisation croît, mais de quelle manière et où précisément ? Plutôt par les grandes métropoles ou par les petites villes ? Combien d'agglomérations urbaines y a-t-il dans chaque pays ? La première tranche du programme Africapolis¹ apporte de nouveaux éléments à ce sujet concernant l'Afrique de l'Ouest². Commandé par l'Agence Française de Développement (AFD), Africapolis donne une mesure de l'urbanisation et de ses formes depuis les années 1950, et projette ses résultats jusqu'à 2020, de manière plus précise que les travaux précédents sur l'urbanisation en Afrique de l'Ouest. Ce projet s'inscrit dans un programme de recherche mondial, e-Geopolis, soutenu depuis 2008 par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). e-Geopolis a pour objectif la mise en ligne d'une base de données internationale sur l'évolution de l'urbanisation, en partant d'une définition harmonisée de l'urbain appliquée à tous les pays³.

En matière de population urbaine, la référence quasi exclusive reprise tant par les chercheurs que par les experts et les agences de développement est le *World Urbanization Prospects* préparée par la Division Population des Nations unies. Elle est citée en prémisses de tous les articles comparatifs et globaux touchant à l'urbanisation, tant en démographie qu'en économie, géographie ou sciences politiques. Organisme multilatéral, l'ONU travaille avec les statistiques proposées par les pays. Les statistiques sur l'urbanisation proviennent des instituts nationaux et sont donc fondées sur des définitions des unités urbaines extrêmement hétérogènes. À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, les unités dites « urbaines » sont parfois définies sur une base purement administrative comme au Sénégal, au Burkina Faso ou en Guinée, tandis que le statut urbain repose sur un simple seuil quantitatif de population de la « localité », comme au Ghana, en Sierra Leone, au Libéria ou au Nigeria. Ainsi, la plupart des « localités » du Nigeria sont en réalité de vastes circonscriptions administratives dont seule une petite partie est agglomérée : la « taille » de la localité entière n'est donc pas une taille « urbaine ». Au contraire, au Ghana, l'agglomération d'Accra englobe de nos jours, autour de la ville proprement dite, 35 « localités » de plus de 5 000 habitants qui sont comptées comme des « villes » séparées dans les statistiques ghanéennes.

Le principe de e-Geopolis est de restituer des données universellement comparables et vérifiables sur l'évolution de la population urbaine en partant d'une définition harmonisée appliquée rigoureusement à tous les pays, quelle que soit la définition officielle de l'urbain.

Avant Africapolis et e-Geopolis, deux projets ont tenté d'atteindre un tel objectif : en Afrique de l'Ouest, il s'agit de l'étude des perspectives à long terme d'Afrique de l'Ouest dite

WALTPS⁴ et, à l'échelle du monde, du Global Rural-Urban Mapping Project (GRUMP)⁵ de l'université de Columbia. WALTPS a été mis en place au début 1990 avec des objectifs plus larges qu'Africapolis et ne recoupant pas exactement les mêmes pays. Cependant, ce projet étant fondé sur l'utilisation exclusive de données démographiques pour mesurer les dynamiques du peuplement, ses résultats sont tributaires du découpage administratif en vigueur dans les pays concernés. Les résultats d'Africapolis confirment ceux de WALTPS en les affinant, du fait de la postériorité d'Africapolis et de la prise en compte de la morphologie urbaine associée à une définition harmonisée de l'urbain. La base GRUMP, établie au début des années 2000, vise à mettre en relation images satellites Landsat et effectifs de population urbaine en 1990 et 2000, par une détection automatique du contour des agglomérations. Mais les polygones ainsi définis ne correspondent pas toujours à la réalité, et les différences de définition sous-jacentes aux données censitaires utilisées n'y sont pas prises en compte.

Agglomération

Littéralement, l'agglomération est un processus qui tend à unir en masse compacte. En géographie, le mot désigne un ensemble dense et continu de constructions. Pour *Geopolis*, la continuité est définie par un seuil de 200 mètres entre les constructions, déduction faite des plans d'eau traversés par un pont, des parcs et des grandes infrastructures routières (échangeurs, parkings, aéroports, etc.). Une agglomération *Geopolis* peut être indifféremment, pour l'administration du pays auquel elle appartient, rurale ou urbaine. Dans la base de données *Geopolis*, elle est considérée comme urbaine si la somme de la population des unités locales sur laquelle elle s'étend dépasse 10 000 habitants.

L'approche *Geopolis* mise en œuvre pour l'Afrique de l'Ouest dans Africapolis est la première méthode appliquée qui pallie ces lacunes. Fondée sur le plus petit dénominateur commun, elle permet de reconstituer la totalité des systèmes d'agglomérations, grâce à la mise en correspondance de trois types d'informations distincts : des données statistiques de population, des images satellites et des cartes ou des coordonnées géographiques.

L'approche *Geopolis* comprend trois étapes fondamentales.

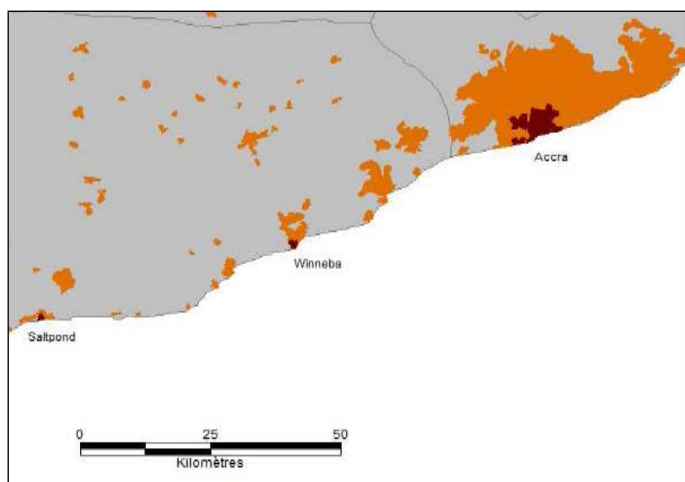
- Les données issues des dénombrements et recensements de population sont repérées (coordonnées géographiques) à partir d'une base qui pour l'Afrique de l'Ouest comprend 160 000 unités locales. Les populations sont estimées à des dates harmonisées (1^{er} juillet 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010 et 2020) à partir des données de recensement ;

- La surface de la terre est balayée systématiquement de manière à repérer toutes les agglomérations dont la tache urbaine dépasse 500 mètres de longueur sur le terrain. Les périmètres urbains sont digitalisés à partir d'images satellites récentes (2001-2008) des agglomérations ;

- Les polygones obtenus sont superposés à la base de données en coordonnées géographiques des localités avec leur nom et leur population.

Les agglomérations d'Afrique de l'Ouest ont donc fait l'objet d'un triple repérage. Pour conduire une prospective crédible à l'horizon 2020, le champ d'investigation a été étendu aux agglomérations de 5 000 à 10 000 habitants afin d'anticiper l'émergence de la plupart des agglomérations qui pourraient dépasser 10 000 habitants en 2020. *Africapolis* propose ainsi une cartographie de 2 500 agglomérations de plus de 5 000 habitants en 2000 et permet de suivre l'évolution de la population et de l'extension spatiale de ces agglomérations sur 70 ans.

L'extension du bâti dans la région d'Accra (Ghana) en 1960 et en 2005

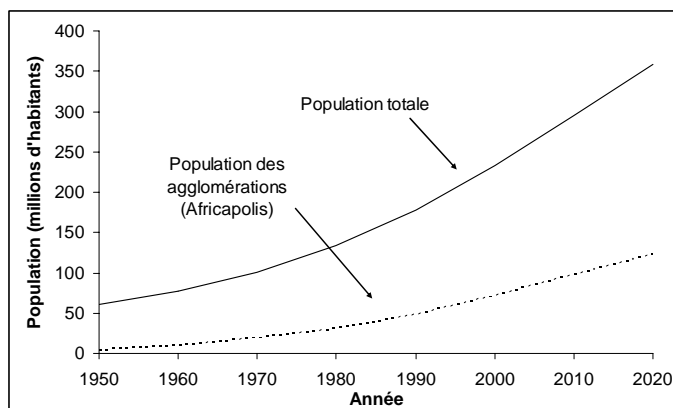


SEULEMENT 124 MILLIONS D'URBAINS EN AFRIQUE DE L'OUEST À L'HORIZON 2020

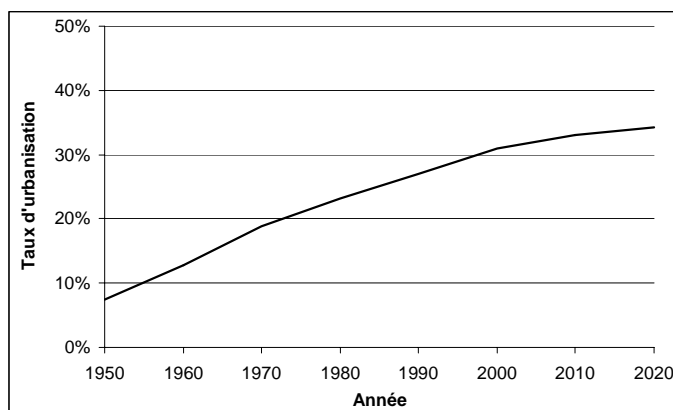
En Afrique de l'Ouest, un habitant sur trois vivra dans une ville en 2010 contre un pour treize en 1950. Malgré cette croissance remarquable, le taux d'urbanisation y demeure l'un des plus faibles du monde. La population urbaine a doublé tous les dix ans entre 1950 et 1970. Cette croissance s'est progressivement ralentie et il faut désormais 30 ans à la population urbaine de ces 16 pays pour doubler.

Il n'en reste pas moins qu'entre 2000 et 2020, 500 nouvelles agglomérations y franchiront le seuil des 10 000 habitants. L'Afrique de l'Ouest comptera alors autant d'agglomérations que l'Amérique du Nord. La population urbaine y atteindra 124 millions d'habitants, contre 74 millions en 2000. En 20 ans, il faudra donc compter 50 millions d'urbains supplémentaires.

Accroissement de la population urbaine

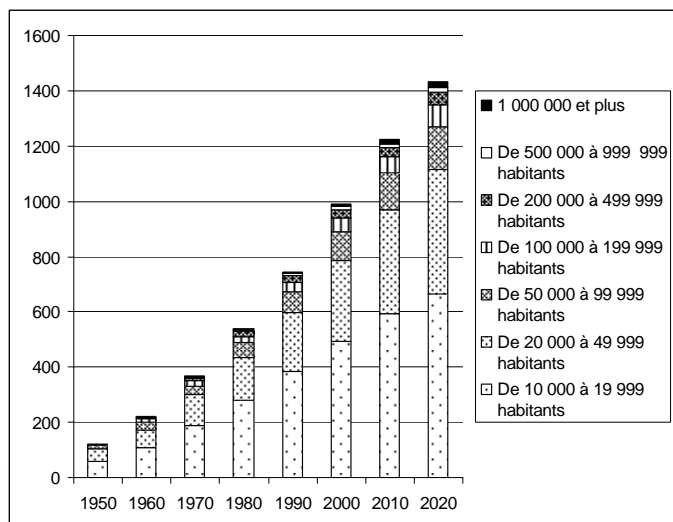


Évolution du taux d'urbanisation



En 1960, il n'y avait encore aucune agglomération urbaine de plus d'un million d'habitants en Afrique de l'Ouest. En 2010 elles ne seront pas moins de 16 où vivront quelque 28 millions de personnes. Simultanément, le nombre d'agglomérations de moins de 20 000 habitants a été multiplié par 10, passant de 60 en 1950 à 600 en 2010.

La multiplication des agglomérations urbaines en Afrique de l'Ouest



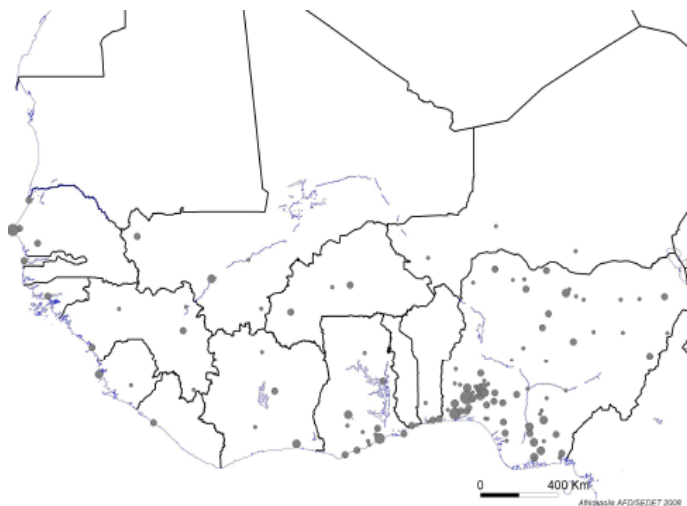
La tendance est donc autant à une métropolisation marquée qu'à la prolifération de petites agglomérations ; autrement dit, à une « métropolisation par le haut », relayée par une « urbanisation par le bas », laquelle procède de la croissance structurelle des villages et bourgs dans un contexte de baisse des migrations résidentielles vers les grandes villes (Beauchemin, 2005).

Le fléchissement de l'attractivité démographique des plus grandes villes d'Afrique de l'Ouest n'est cependant pas encore assez significatif pour avoir enclenché une réduction de la suprématie des plus grandes métropoles.

La consolidation de la trame des villes intermédiaires accompagne la dynamique de décentralisation qui prolonge aujourd'hui la construction, puis la consolidation des maillages administratifs et économiques régionaux qui avaient suivi les indépendances.

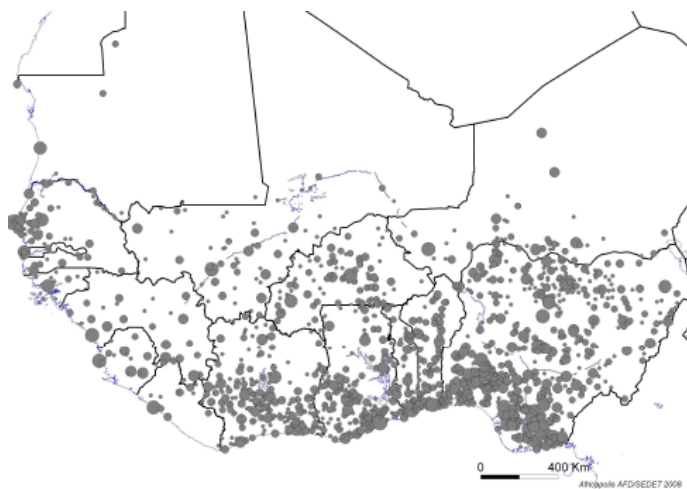
**Les agglomérations de plus de 10 000 habitants en 1950
en Afrique de l'Ouest**

(125 agglomérations, 4 millions d'urbains, urbanisation 7,5 %)



**Les agglomérations de plus de 10 000 habitants en 2020
en Afrique de l'Ouest**

(1 431 agglomérations, 123 millions d'urbains, urbanisation 34 %)



La période 1950-2020 se révèle une phase de déploiement des systèmes de villes sur le territoire qui accompagne l'indépendance des États. Les efforts d'industrialisation et la construction des appareils d'encadrement public ont conduit, dans un premier temps, à l'émergence ou au renforcement de

capitales nationales. Puis la déconcentration administrative et les expériences de décentralisation se sont traduites par la promotion et l'équipement de petits bourgs. Cet effet chef-lieu renforce l'importance du maillage administratif dans la croissance urbaine. Ce processus induit un effet pervers qui n'a pas ou qui a mal été prévu par les institutions : l'atomisation de l'urbanisation dans de multiples petits centres (par exemple, les chefs-lieux des nouvelles « communes » ou *local government areas* qui sont l'échelon majeur de la décentralisation) a certes pour effet bénéfique de rapprocher la ville du citoyen, mais ce resserrement des mailles tend d'un autre côté à renforcer la primatie de la capitale, en affaiblissant le poids relatif des métropoles secondaires. La croissance de la plupart des grandes villes secondaires tend ainsi à ne pas être accompagnée par l'État, de sorte que la capitale reste bien souvent la seule en position d'accueillir les investissements étrangers et les grands équipements nationaux modernes (universités, grands hôpitaux, aéroports et hôtels internationaux). Or, c'est précisément ce que voulaient éviter les institutions internationales.

Métropole (metropolis)

Étymologiquement, une métropole est une « ville-mère ». Politiquement, sa présence est liée à celle d'un empire : « métropole » était un titre donné à une ville par un empereur, puis, par extension, par toute institution structurée par un pouvoir centralisé. Ainsi, toute capitale nationale est une métropole. Les métropoles nationales concentrent les fonctions de commandement des États et, en même temps, constituent une interface entre l'hinterland national et l'économie mondiale.

Quelques tendances significatives peuvent être dégagées. Parti d'un noyau ancien centré historiquement sur le système de villes nigérian, en pays Yoruba en particulier (Camara, 1993), la trame urbaine s'est peu à peu étendue vers l'Ouest et renforcée dans la bande sahélienne. On observe de 1950 à 2020 la continuation des fortes dynamiques côtières et des dynamiques réticulaires associées mais aussi l'affirmation de pôles régionaux majeurs au contact sahélien, tant autour de Kano au Nigéria qu'à Ouagadougou au Burkina Faso. Le vide forestier intermédiaire reste marqué. Le programme *Africapolis* permet de qualifier de façon précise des tendances observées, notamment sur l'affirmation d'un réseau urbain sahélien (Bruneau, Giraut, Moriconi-Ebrard, 1994).

DES STADES VARIÉS D'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES URBAINS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Il existe différentes étapes dans la genèse de tout système urbain. Ces étapes sont essentiellement au nombre de quatre, et l'Afrique de l'Ouest ne semble pas déroger à cette règle.

– Au cours de la phase initiale, l'urbanisation repose sur un petit nombre d'agglomérations.

C'est le cas des villes d'Afrique de l'Ouest au début de la période coloniale où l'urbanisation moderne est un phénomène récent, à l'exception du Nigeria où le réseau urbain précolonial a subsisté, notamment en pays Yoruba.

Par la suite, apparaissent des agglomérations secondaires, de sorte qu'à un deuxième stade le réseau urbain repose sur une métropole et quelques petites villes. Bien que sa primatie ne soit pas remise en cause, le poids de la métropole dans la population urbaine décroît mécaniquement du fait de l'apparition de nouvelles agglomérations.

C'est le cas aujourd'hui des pays les plus petits ou les moins peuplés de la région, tels que la Gambie, la Guinée Bissau et le Togo. C'était le cas en Côte d'Ivoire dans les années 1950-1960 et dans la plupart des autres États d'Afrique de l'Ouest dès l'indépendance.

- Lors d'un troisième stade d'évolution, le système urbain s'est étoffé tandis que les villes secondaires se sont hiérarchisées. Parmi ces dernières, on trouve plusieurs générations d'agglomérations. Les plus anciennes et les plus favorisées ont eu le temps de devenir de grandes villes. Les taux d'urbanisation se sont élevés, de sorte que les réservoirs de l'exode rural commencent à se tarir.

C'est ainsi que se présentent actuellement le système urbain de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria.

- Un quatrième stade est représenté par les systèmes urbains anciens, tels ceux des pays d'Europe. À ce stade, les hiérarchies urbaines se sont stabilisées. La croissance démographique des villes est faible. Le taux d'urbanisation est élevé, de 60 % à 90 % selon les continents et les milieux. Cependant, les effectifs globaux de la population urbaine aussi bien que le nombre d'agglomérations restent quasi stables.

Aucun pays d'Afrique de l'Ouest n'est encore parvenu à ce stade, qui implique en premier lieu la maîtrise de l'équilibre démographique.

MESURER L'URBANISATION DU NIGERIA

Le Nigeria est le premier pays d'Afrique de l'Ouest qui ait connu une urbanisation importante. De plus, de par sa taille, il présente à la fois les spécificités d'un peuplement côtier, dans le Sud du pays, et sahélien, dans le Nord. L'exemple du Nigeria illustre particulièrement bien la démarche utilisée dans le projet Africapolis et l'apport de ce nouvel éclairage sur l'urbanisation de l'Afrique de l'Ouest. L'absence d'un corpus récent et cohérent des unités de base de peuplement du Nigeria a amené à développer l'étude des morphologies urbaines de façon systématique, à partir de photos satellites. Cette approche a été ensuite étendue à l'ensemble de la région.

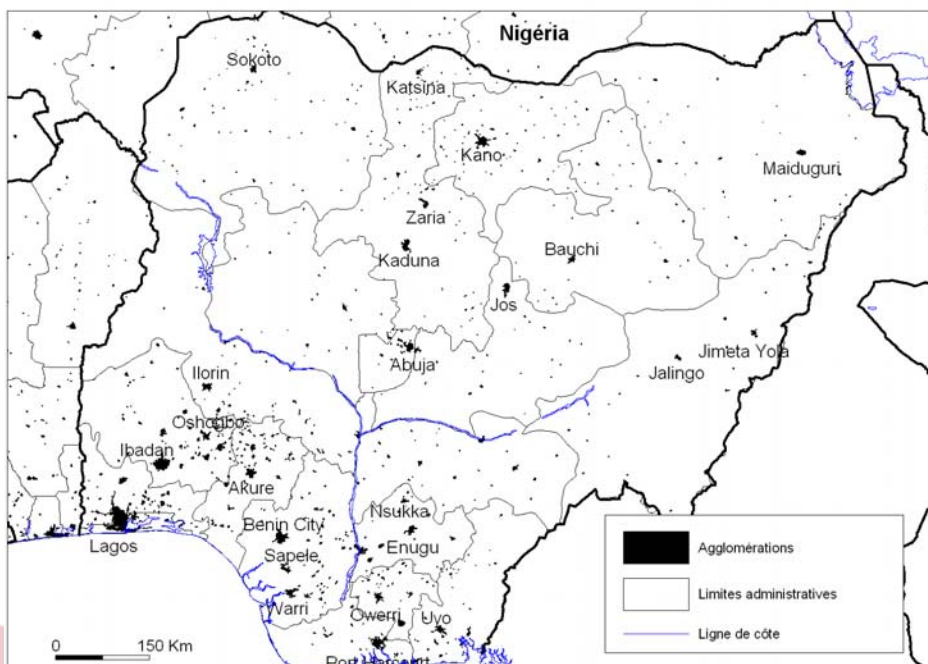
Géant démographique de l'Afrique, le Nigeria est aussi l'un des pays où la qualité des dénombrements fournis par les

recensements de population est la plus contestée. Des opérations de collecte démographique ont eu lieu relativement régulièrement depuis les années 1950, environ tous les dix ans. Le recensement de 1952 fournit la population de 288 unités locales de plus de 5 000 habitants. Celui de 1963 en fournit 2 113. Mais, dès ce recensement, on relève de très fortes surestimations et surtout des surestimations très inégales selon les régions et les villes. Le recensement suivant, en 1973, fut officiellement annulé et aucun résultat ne fut publié. Dans les années 1980, aucun recensement n'eut lieu, et les résultats de celui de 1991 soulevèrent à leur tour une vive polémique (Omoluabi et Levy, 1994), du fait du décalage entre les dénombrements officiels et les projections sur lesquelles étaient jusqu'alors estimées l'importance relative de la population de chaque zone administrative et des incohérences entre résultats urbains et globaux. Les résultats provisoires du recensement de 2006 sont disponibles à l'échelle des *Local Government Areas* (LGA). Eux aussi objet de polémiques, ils n'ont pas encore été confirmés.

Ces données très lacunaires ont été complétées par les images satellites issues de diverses sources, d'une part pour attester l'existence de toutes les agglomérations de plus de 5 000 habitants de 1963, d'autre part pour déterminer leurs périmètres actuels. Ces surfaces d'agglomération ont ensuite été mises en relation avec les unités locales pour lesquelles on dispose des données de population de 2006, ainsi que des séries temporelles plus ou moins complètes. Ainsi a été développé un modèle de densités de populations, urbaines et rurales, ajusté par région et ajusté sur les densités observées dans les pays voisins, à configuration comparable (milieu naturel, ancienneté des tissus...).

L'approche par les densités montre les incohérences des chiffres de recensement évoqués plus haut. Ces dernières témoignent de la logique de surévaluation des populations qui se joue à deux niveaux possibles : soit en ayant recours à une pure et simple manipulation des données, réévaluées à la hausse, soit en comptabilisant, au niveau des unités locales, les populations dispersées dans des aires bien plus larges que les agglomérations elles-mêmes. Le croisement des deux types d'information, l'extension de la ville et les données de population proposées, révèle inmanquablement les biais et, sinon, vérifie la fiabilité de la source. Ainsi, compte tenu des

L'extension spatiale des agglomérations du Nigeria en 2000



Population totale estimée au 1^{er} juillet 2000 des dix agglomérations les plus peuplées (méthode Geopolis)

Agglomération	Population
Lagos	8 052 958
Ibadan	2 489 974
Kano	1 855 340
Kaduna	1 029 918
Port Harcourt	883 919
Benin City	848 162
Jos	766 821
Ilorin	666 031
Maiduguri	506 632
Uyo	488 318

morphologies observées, il n'est en effet pas possible d'admettre pour les villes nigérianes des densités plus de deux fois supérieures à celles observées ailleurs en Afrique de l'Ouest.

La méthode d'analyse morphologique appliquée vient confirmer les cas de surestimation et conduit à réviser profondément les estimations relatives à la taille des villes. La superposition des cartes de population par LGA avec les images satellites montre de même que le recensement de 2006 présente de graves cas d'ajouts de populations fictives en milieu rural, en particulier dans l'extrême nord, dans le pays Yoruba et dans plusieurs secteurs du delta du Niger. En revanche, les données concernant Lagos ainsi que quelques autres régions semblent réalistes.

Ainsi, pour près de la moitié des petites villes, les estimations d'Africapolis permettent à peine, en 2006, d'atteindre le niveau de population supposé de 1963... D'après les résultats du recensement de 2006, le pays compterait 140 millions d'habitants. En réalité, il en compte probablement guère plus de 100 à 120 millions, ce qui en fait de toute façon, et toujours de très loin, le pays le plus peuplé d'Afrique.

UNE CARTOGRAPHIE CENSITAIRE QU'IL EST IMPORTANT DE MIEUX PRÉSERVER

Le programme Africapolis de e-Geopolis a permis d'identifier, de localiser et de mesurer l'extension spatiale de 2 500 « agglomérations » de plus de 5 000 habitants et de reconstituer l'évolution de leur population depuis 1950 et sa projection jusqu'à 2020. Mais à quel prix ?

La principale difficulté consiste à localiser les données des recensements nécessaires. En effet, si la plupart des recensements incluent la publication de « cahiers de villages » et des listes exhaustives des lieux habités, la cartographie précise, voire les simples coordonnées géographiques de ces localités, restent souvent inconnues. Ceci explique la difficulté à décrire le bas des hiérarchies des systèmes de villes.

L'Afrique de l'Ouest reste à l'heure actuelle l'une des régions les moins avancées en ce qui concerne la cartographie détaillée du peuplement. Dans la plupart des pays, aucune carte à jour ne permet de localiser la totalité des localités recensées et, quand ce document existe, l'appariement, notamment toponymique, avec les cahiers des villages issus des recensements précédents est souvent fastidieux. Les unités retenues peuvent ne pas être les mêmes entre les deux sources ou bien représenter des regroupements de villages ou de hameaux qui apparaissent de façon distincte selon les recensements. Ainsi, ces informations cartographiques, souvent longuement préparées au moment de la collecte, disparaissent ensuite alors qu'elles auraient facilité une analyse localisée du peuplement et de ses caractéristiques.

Quelques pays ne disposent que de séries statistiques anciennes et/ou de mauvaise qualité. Au Togo par exemple, le dernier recensement date de 1981. Néanmoins, malgré ces lacunes, la couverture censitaire existante sur l'Afrique de l'Ouest est loin d'être négligeable. L'ensemble des publications de recensements de la région, qui ont servi au projet Africapolis, sont consultables au centre de documentation du CEPED.

¹ L'équipe d'Africapolis est composée de Cathy Chatel, Eric Denis, Dominique Harre, François Moriconi-Ebrard, Marion Séjourné (SEDET, CNRS-Paris Diderot) et Ousmane Thiam (ESPACE, CNRS-Université d'Avignon). Résumés rapport et atlas, auxquels renvoie ce texte, sont disponibles en ligne sur le site de l'AFD à l'adresse : <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/publications/NotesetEtudes/Africapolis>

² Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Liberia, Ghana, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

³ <http://www.e-geopolis.eu>. e-Geopolis reprend et met à jour la base Geopolis (Moriconi-Ebrard, 1994), tout en assurant l'archivage et la mise à disposition des données ainsi construites.

⁴ Club du Sahel/OCDE, 1998. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest: Une vision à l'horizon 2020. West Africa Long-Term Perspective Study (WALTPS). Club du Sahel, OCDE, Paris (France), 157 p.

⁵ Center for International Earth Science Information Network (CIESIN), International Food Policy Research Institute (IFPRI); The World Bank; and Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT). 2004. Global Rural-Urban Mapping Project (GRUMP), Alpha Version : <http://sedac.ciesin.columbia.edu/gpw/aboutus.jsp>

Références

Beauchemin C., 2005, « Pour une relecture des tendances migratoires entre villes et campagnes : une étude comparée Burkina Faso – Côte d'Ivoire ». *Études de la Population Africaine* (20) 1, pp. 141-165.

Bertrand M., Dubresson A. (éds.), 1997, *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Karthala, 326 p.

Bruneau J.C., Giraut F., Moriconi-Ebrard F., 1994, « Villes nigériennes. L'émergence d'une armature urbaine nationale en pays sahélien au contact Sahara-Sahel ». *Revue de Géographie Alpine*, vol. 1, pp. 241-257.

Camara C., 1993, « L'organisation de l'espace géographique par les villes Yoruba ». *Annales de géographie*, n° 257, pp. 257-287.

Dorier-Apprill E., Domingo E., 2004, « Les nouvelles échelles de l'urbain en Afrique. Métropolisation et nouvelles dynamiques territoriales sur le littoral béninois », *Vingtième siècle*, n°1/81, pp. 41 à 54.

Moriconi-Ebrard F., 1994, *Geopolis : Pour comparer les villes du monde*. Anthropol, col. Villes, 246 p.

Opoluabi E. et Levy M.L., 1992, « Le recensement du Nigeria ». *Population et Sociétés*, n° 272, octobre 1992, pp.1-3.

Satterthwaite D., 2006, "Outside the large cities; the demographic importance of small urban centres and large villages in Africa, Asia and Latin America". Human Settlements Discussion Paper – Urban Change 3, IIED, London, 30 p.

Eric DENIS

François MORICONI-EBRARD

SEDET – CNRS-Paris Diderot

Publications

Série « Les Clefs pour »

Understanding the family composition of households in Demographic and Health Surveys, C. Tichit together with N. Robette.



Série « Regards sur »

Estimation et analyse de la variation spatiale du risque de mortalité maternelle en Guinée, M.L. Keita et H. Touré.

Renforcer l'accès et l'utilisation des enquêtes démographiques nationales et des recensements de la population dans les pays africains : un objectif de ValDemo

La déclaration de Québec* consacre en juin 2007 la volonté commune de nombre de chercheurs et de représentants des instituts nationaux de statistique de contribuer ensemble à la sauvegarde et la mise en valeur des recensements africains. Avec une nouvelle vague de recensements en préparation pour le continent africain, se pose plus que jamais la question de la préservation de l'ensemble des documents et des données relatives aux opérations censitaires précédentes. Les recensements, exploités dans l'urgence, sont utilisés par l'administration pour la planification, et utilisés par les instituts de statistiques qui les ont produits pour servir de base aux enquêtes qui ont lieu dans la décennie qui suit. Ce sont des outils souvent décriés pour leur coût, mais précieux pour eux-mêmes comme pour la totalité des opérations de collecte économique ou démographique qui sont construits à partir d'eux. Pour les chercheurs, même si les recensements de population ne peuvent pas (et ne doivent pas) répondre à toutes les questions de recherche, ils apportent un cadre général incontournable. Exhaustifs, ils permettent une analyse spatialisée à tous les niveaux possibles, d'une information démo-économique simple, recueillie à un moment précis de l'histoire. La succession de recensements permet de plus d'appréhender les changements survenant dans la répartition et la structure démographique de la population. La mise en regard de recensements de pays différents devrait permettre d'appréhender la population à l'échelle régionale.

La question de la préservation et de la valorisation du patrimoine démographique se pose dans des termes similaires au sujet des enquêtes nationales. Hormis les Enquêtes Démographiques et de Santé, relativement connues et exploitées, mais qui méritent encore d'être analysées de manière systématique, d'autres opérations de collecte produisent des données démographiques, sociales, économiques, agricoles, nationales ou transnationales. Ces données, parfois issues de différentes institutions nationales, méritent d'être prises en compte dans les travaux de recherche portant sur des sujets proches. Mais tout comme les données censitaires, les données d'enquêtes africaines sont encore difficilement accessibles à l'heure actuelle malgré leur nombre croissant, et ce, même pour la communauté académique du pays concerné.

À l'heure de la déclaration de Québec, le travail conjoint des chercheurs et des statisticiens s'impose. D'un côté, les chercheurs ont besoin des données nationales pour leurs projets et ont les moyens de les exploiter de manière plus approfondie que les instituts de statistique, en particulier en les appréhendant dans une perspective comparative, et de l'expertise des producteurs de données pour comprendre leurs limites. De l'autre, les instituts de statistiques peuvent tirer eux aussi profit d'un partenariat fort avec les chercheurs, dont l'expertise peut être mise à contribution dans les phases préparatoire d'une opération de collecte nationale tout autant que dans l'analyse des données, et dont l'expérience internationale pourrait être mise à contribution afin d'harmoniser les questions posées et les définitions sous-jacentes.

Cependant, à l'heure actuelle, les données nationales demeurent rarement accessibles, pour diverses raisons. Outre les efforts des Nations unies et de l'*African Census Analysis Project* (ACAP), plusieurs initiatives vont dans le sens d'une ouverture des données d'enquêtes et de recensements à la communauté scientifique internationale (et ce, tant en Afrique qu'en Asie). C'est avant tout le cas du programme de statistique accéléré de PARIS21** qui soutient l'archivage des micro et méta données dans un grand nombre de pays du Sud, et conduit à la définition d'une politique de diffusion de ces données. Ainsi, chaque institut national de statistique s'inscrivant dans ce projet archive et documente les données disponibles, en suivant une même norme internationale, et définit une politique nationale d'accès aux documents publiés et aux micro-données. Il faut saluer les efforts dans ce sens de l'Éthiopie, de l'Ouganda, du Cameroun, du Mali, du Niger, etc.

Par ailleurs, en ce qui concerne plus spécifiquement les recensements de population, le rôle du projet IPUMS-International*** est à souligner. Il s'agit d'une mise à disposition via internet d'échantillons représentatifs de micro-données d'opérations censitaires. Outre un travail d'harmonisation sur la documentation de ces données, qui en facilite l'analyse comparative, de nouvelles variables sont construites, facilitant par exemple l'analyse des structures familiales. L'initiative IPUMS-I assure une diffusion rapide des données censitaires, sous un format directement utilisable dans les logiciels d'analyse statistique les plus courants, et favorise les comparaisons dans l'espace et dans le temps. À l'heure actuelle, sont directement accessibles par IPUMS-I les données de 10 recensements de 6 pays africains : l'Afrique du Sud (1996, 2001), l'Égypte (1996), le Ghana (2000), le Kenya (1989, 1999), l'Ouganda (1991, 2002) et le Rwanda (1991, 2001). Chaque année, de nouveaux échantillons sont mis en ligne, étendant la couverture spatiale du projet. Pour des raisons de maintien de l'anonymat, ces données ne sont pas mises à disposition au niveau spatial le plus fin, mais au moins au niveau district/département, distinguant urbain et rural. Ce projet répond ainsi à une grande partie des besoins du monde de la recherche démographique.

Le groupe de travail international ValDemo (Valorisation des données démographiques nationales) du Bureau d'appui à la recherche de l'UMR CEPED a pour objectif de développer l'accès et l'utilisation des enquêtes démographiques nationales et des recensements de la population dans les pays du Sud. De plus en plus de micro-données d'opérations africaines de collecte démographique sont accessibles aux utilisateurs, en particulier de la communauté académique, et nous souhaitons apporter un appui aux projets de recherche fondés sur la valorisation de ces gisements.

Valérie GOLAZ

Démographe, INED – valerie.golaz@ceped.org

UMR CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD

* <http://www.demographie.auf.org/IMG/pdf/Affiches.pdf>

** *Partnership for statistics in the 21st century*, consortium OCDE-Banque mondiale-Commission européenne-FMI-ONU.

*** *Integrated Public Use Micro Data Series*, du Minnesota Population Centre de l'université du Minnesota.